

Les employés et Unia appellent le groupe suisse de produits carnés à la négociation

Les salariés de Bell protestent



Une trentaine d'employés de Bell sont sortis de leur usine de Cheseaux-sur-Lausanne, accompagnés par le syndicat Unia, pour une action de protestation contre la direction.
ARC/
JEAN-BERNARD
SIEBER

MARIO TOGNI

Cheseaux-sur-Lausanne ► Depuis l'annonce de la fermeture d'une partie du site de Bell à Cheseaux-sur-Lausanne, le 20 octobre dernier, c'est l'inquiétude parmi les employés. Mardi en fin de matinée, une trentaine d'entre eux sont sortis de leur usine, accompagnés par le syndicat Unia, pour une action de protestation contre la direction du N°1 de l'industrie de la viande en Suisse, filiale de Coop.

Départ pour Oensingen

«Les spécialités vaudoises en danger. Les emplois aussi!» «Aujourd'hui, elle est moins Bell la vie.» Armés de pancartes, le syndicat Unia et les salariés ont appelé l'entreprise à ouvrir le dialogue, alors que les informations sur le plan de restructuration en cours sont pour le moins lacunaires.

Le groupe a annoncé vouloir transférer sa production de viande fraîche à Oensingen, dans le canton de Soleure, d'ici à fin 2017. Une centaine de postes sont concernés, même si Bell a assuré que chaque employé se verrait proposer une autre place de travail au sein du groupe. Où et à quelles conditions? L'entreprise reste muette sur ces points pour l'instant.

D'où la grande incertitude qui règne à Cheseaux. Au-delà des promesses, le personnel demande des garanties. «Cela fait un an qu'on nous balade, qu'on nous promet des investissements alors que la fermeture était de toute évidence déjà décidée», se désole un boucher, dans la boîte depuis douze ans. Comme ses collègues, il doute qu'une centaine de personnes puisse être replacée si facilement, compte tenu des métiers de chacun. «On nous dit de ne pas nous inquiéter, mais comment les croire?»

Mandaté par plus de 70 salariés réunis en assemblée du personnel, le syndicat Unia a sollicité une discussion avec la direction du groupe, à Bâle, mais celle-ci a refusé. «Nous appelons aujourd'hui l'entreprise à s'asseoir la table des négociations», lance au micro Noé Pelet, secrétaire syndical.

«A quoi bon faire des centaines de kilomètres pour du saucisson vaudois?» Noé Pelet

Selon lui, Bell est en train de mener une restructuration «étalée dans le temps», alors qu'une centaine de postes aurait déjà disparu «au compte-gouttes» depuis une année. «Le groupe Bell tente ainsi d'éviter une procédure de licenciement collectif et

la négociation d'un plan social», analyse le syndicaliste.

Au-delà de la procédure, Unia questionne la pertinence de fermer le site de Cheseaux-sur-Lausanne, à proximité des éleveurs, des boucheries et des charcuteries. «Ce circuit court correspond à l'image de marque que Coop tente de se donner à travers ses publicités, poursuit Noé Pelet. A quoi bon faire des centaines de kilomètres pour du saucisson vaudois?»

Le site aura encore un rôle Parmi les sympathisants présents sur place, Cesla Amarelle, conseillère nationale socialiste et candidate de son parti pour le Conseil d'Etat, dénonce la «logique vorace» de la Coop et de sa filiale Bell. «Cette délocalisation concerne tous les citoyens et tous les consommateurs attachés à la défense d'un savoir-faire local vaudois», estime-t-elle.

Pour Fabian Vetsch, chargé de communication de Bell, qui

répond par courriel, le groupe n'a pas l'intention d'économiser des postes de travail. «Le déplacement de la production de viande fraîche de Cheseaux à Oensingen est une décision stratégique d'entreprise. Les détails du transfert sont actuellement en cours d'élaboration et seront communiqués en temps utile. Nous sommes en contact rapproché avec notre partenaire social, l'Association suisse du personnel de la boucherie.»

Le groupe Bell assure que le site de Cheseaux continuera de jouer un rôle important dans le domaine de la charcuterie. «En 2015, plus de 40 millions de francs ont été investis dans la production de charcuterie, où les spécialités vaudoises sont produites avec le label IGP. Pour 2017, des investissements supplémentaires ainsi que le transfert d'autres assortiments de charcuterie sont prévus», affirme l'entreprise. I

La gauche tient la police à l'œil

Violences policières ► A Lausanne, Ensemble à Gauche lance un formulaire pour recueillir des témoignages de mauvaises pratiques policières. Le groupe politique est préoccupé par les derniers événements médiatisés. Au début du mois, un Capverdien qui faisait son jogging était pris à tort pour un dealer lors d'une opération. La police l'a brutalement interpellé et le jeune homme a été blessé.

Via le formulaire, rédigé en français et en anglais, les victimes pourront donner le numéro de matricule de l'agent, mentionner d'éventuelles blessures et indiquer si leurs papiers ou de l'argent leur ont été confisqués.

Lors de la précédente législature, des élus de La Gauche avaient proposé sans succès la mise sur pied d'une instance indépendante de plainte contre les abus policiers et la remise d'un reçu pour chaque interpellation. Le recueil de témoignages servira de base à de futures propositions devant le Conseil communal.

Les Verts lausannois sont également inquiets des pratiques policières. Ils ont déposé une interpellation concernant l'arrestation brutale du jeune Capverdien. La police avait justifié l'intervention en invoquant que l'homme «correspondait en partie aux critères des personnes recherchées, notamment sa couleur de peau». Les Verts s'étonnent de cette réponse, qui légitime selon eux le délit de faciès. SOPHIE DUPONT

POSTE D'ARZIER

UN MALFAITEUR ARRÊTÉ

La police a interpellé mercredi dernier l'un des auteurs d'une tentative de brigandage commise la veille à la poste d'Arzier. Il s'agit d'un Français de 37 ans domicilié dans la région de Lyon, a annoncé hier la police vaudoise. ATS

SENIORS

CINQ PROJETS PRIMÉS

La Fondation Leenaards récompense cinq projets qui visent à améliorer la qualité de vie des personnes de plus de 65 ans. Les prix seront remis le 29 novembre à Lausanne, a annoncé hier la fondation. ATS

Améliorer le sort des mineurs

Migrants ► Les députés vaudois ont largement soutenu hier un texte socialiste appelant le Conseil d'Etat à tout mettre en œuvre pour soutenir les jeunes migrants non accompagnés, jugeant le dispositif actuel insuffisant. Plusieurs tentatives de suicide d'adolescents ont récemment eu lieu dans un foyer lausannois.

«Les réfugiés, et en particulier les mineurs, ont souvent un parcours dramatique», a rappelé l'auteur de la résolution, Julien Eggenberger. S'il reconnaît que beaucoup d'adolescents ont récemment été faits en faveur de mineurs non accompagnés (MNA), il souligne l'insuffisance du dispositif

en place et veut que celui-ci soit amélioré. Et de parler de «signaux alarmants» mis en lumière par le personnel et la presse.

La semaine précédente, le journal *24 heures* révélait en effet que plusieurs jeunes ont cherché à se suicider dans un des cinq centres qui leur sont destinés. «Entre le 5 juillet et le 8 septembre 2016, huit jeunes ont tenté de mettre fin à leurs jours au foyer MNA de l'avenue du Chablais», précise Erich Dürst, directeur de l'Etablissement vaudois d'accueil (EVAM).

Il précise en outre que plusieurs démissions et plusieurs

arrêts-maladie ont été enregistrés ces derniers mois au sein des collaborateurs de l'EVAM.

Au plénum, le sujet n'a pas véritablement divisé les formations, mais il a fait parler. Soutenue par 99 voix, la résolution, qui salue notamment les efforts accomplis jusqu'ici pour accueillir ces jeunes, n'était toutefois pas du goût de La Gauche. «Nous ne sommes pas de ceux qui saluent les efforts du Conseil d'Etat» dans le domaine, a ainsi lâché Jean-Michel Dolivo.

L'EVAM recense aujourd'hui 270 mineurs non accompagnés accueillis dans le canton, dont 207 en foyers, contre 45 en mai 2015. ATS

Les licenciements sont diminués de moitié

Tamedia ► Le nombre de licenciements au sein des rédactions de la *Tribune de Genève* et de *24 heures* a pu être réduit de moitié. Les deux quotidiens romands devront néanmoins licencier douze collaborateurs.

Fin septembre, Tamedia annonçait le licenciement de 24 personnes dans les deux quotidiens régionaux pour faire face à l'accélération de la baisse des revenus depuis le début de l'année. Ce nombre a pu être réduit de moitié grâce à une négociation, puis des départs volontaires et des réductions volontaires du temps de travail, ont annoncé hier l'éditeur zurichois et le syndicat Impressum dans un communiqué commun.

Le fonds d'accompagnement négocié avec Tamedia permettra d'aider les personnes licenciées et celles qui ont décidé de quitter volontairement l'entreprise dans le cadre d'une reconversion professionnelle ou d'un projet personnel.

12 employés

Le nombre de journalistes qui seront finalement licenciés

S'il est soulagé de la diminution du nombre de personnes licenciées, le directeur d'Im-

pressum Urs Thalmann rappelle «que les départs volontaires ont évité quelques licenciements, mais pas une douloureuse perte de postes de travail et d'effectifs dans les deux rédactions».

Le plan d'économie annoncé fin septembre par Tamedia prévoyait la suppression de 31 postes, dont 24 licenciements. Les sept autres postes supprimés correspondaient à des départs volontaires et à des départs à la retraite non remplacés. Un accord portant sur des mesures alternatives aux licenciements et d'accompagnement aux personnes touchées avait été conclu en octobre. ATS